

**DEPARTEMENT DE LA REUNION  
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION TCO  
TERRITOIRE DE LA CÔTE OUEST**

**ARRETE N° AP2024\_032**

**Délégation à Mme Vayana DOMINIQUE, Responsable du Service Stratégie et  
Administration de la Direction de l'Eau de la Communauté d'Agglomération TCO**

**Le Président de la Communauté d'Agglomération TCO,**

**Vu** le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L.5211-9 alinéa 3 relatif aux délégations de signature,

**Vu** l'élection de M. Emmanuel SERAPHIN, Président de la Communauté d'Agglomération, en date du 16 juillet 2020,

**Vu** la délibération n° 2023\_099\_CC\_28 du 25 septembre 2023 portant modifications des délégations du Président de la Communauté d'Agglomération,

**Vu** l'organigramme de la Communauté d'Agglomération,

**Considérant** qu'il y a lieu, pour la bonne marche de l'administration, de déléguer à la Responsable du Service Stratégie et Administration de la Direction de l'Eau, sous la surveillance et la responsabilité du Président, la signature de certains actes, concurremment avec les Vice-Présidents et le Président lui-même,

**ARRETE :**

**Article 1er :** Mme Vayana DOMINIQUE, Responsable du Service Stratégie et Administration de la Direction de l'Eau, est déléguée sous ma surveillance et ma responsabilité, concurremment avec moi-même et l'ensemble des vice-présidents pour :

**MARCHES ET ACCORDS-CADRES**

**Marchés et accords-cadres du Service Stratégie et Administration de la Direction de l'Eau :**

- la signature des bons de commande d'un montant strictement inférieur à 10 000 € HT quel que soit le montant du marché ou de l'accord-cadre.

**Article 2 :** La présente délégation de signature subsistera tant qu'elle ne sera pas rapportée, suspendue ou amendée par arrêté du Président.

**Article 3 :** En cas d'absence (congs annuels, maladie, rtt, congés exceptionnels, formation, mission), la présente délégation est donnée à **M. José-Gabriel FONTAINE**, Directeur de l'Eau.

**Article 4** : La présente délégation abroge l'arrêté n° AP2023-016  
Vayana DOMINIQUE.

**Article 5** : La Direction Générale des Services est chargée de l'exécution du présent arrêté. Il sera affiché, notifié et transcrit dans les registres de la communauté.

**Fait au Port, le**

---

*RECOURS : La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Saint Denis de la Réunion dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification. Le cas échéant, elle est également susceptible de faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique auprès de mes services dans le même délai. Un recours contentieux peut ensuite être formé auprès du Tribunal administratif de Saint Denis de la Réunion dans le délai de deux mois suivant le rejet explicite ou implicite du recours gracieux ou hiérarchique.*